

Burundi : le réchauffement climatique risque d'augmenter de 0,7°C

@rib News, 22/10/2016 - Source Xinhua Le réchauffement climatique augmentera de 0,7 degré Celsius (0,7°C) au Burundi comme dans le reste de la région africaine des Grands Lacs au cours de ce 21^{ème} siècle "si rien n'est fait pour inverser la tendance actuelle", prévient M. Ruben Barakiza, expert météorologue à l'Institut Géographique du Burundi (IGEBU). "En revanche, le Burundi et la région africaine des Grands Lacs dont il fait partie pourraient connaître une augmentation de température stabilisée à 0,2°C si les gouvernements s'activent à mettre en place des actions pour la maîtrise et la réduction des conséquences graves des changements climatiques", a affirmé l'expert Barakiza.

Ses propos ont été recueillis lors d'une interview accordée récemment à Xinhua en marge d'une session de formation des journalistes burundais sur le renforcement du système de communication et de diffusion de l'information météorologique dans la région africaine des Grands Lacs. La région des Grands Lacs dont le Burundi, a-t-il expliqué, connaît un accroissement de la température terrestre suite à l'augmentation dans l'atmosphère des gaz à effets de serre suite à l'activité humaine qui s'est accrue dans cette partie du monde depuis l'aube des années 1990. Les causes majeures, a-t-il signalé, sont le développement d'une industrialisation "mal pensée", d'une agriculture "mal planifiée" et une déforestation "anarchique" et une occupation accrue des sols. Les impacts ad hoc, a-t-il ajouté, sont "immenses" sur le Burundi. "L'agriculture, moteur de l'économie burundaise et secteur-clé qui fait vivre plus de 90% de la population burundaise, est la plus affectée par ces phénomènes de changement climatique dans le pays", a-t-il fait remarquer. La pêche burundaise et même régionale, a-t-il affirmé en outre, en est affectée aussi suite aux "fortes" inondations enregistrées avec comme corollaire la pollution lacustre dont celle frappant le lac Tanganyika riverain de quatre pays africains (Burundi, RD-Congo, Tanzanie et Zambie). Le secteur sanitaire n'est pas épargné, a dit l'expert en faisant remarquer que "les températures maximales anormalement élevées, couplées d'une grande humidité, pèsent fortement dans la balance dans la flambée des cas de paludisme" au Burundi. En effet, a-t-il rappelé, 21% de la population burundaise souffrent aujourd'hui du paludisme ; une situation jamais connue avant l'irruption des phénomènes de changements climatiques à l'aube des années 1990. Le Burundi, a insisté l'expert, fait partie du "groupe de 48 pays les plus vulnérables" aux changements climatiques. Ce sont ceux-là, a-t-il dit, qui, en plus de ces conséquences des changements climatiques, "connaissent d'autres facteurs de vulnérabilité". Il a cité notamment la pauvreté, le faible niveau de prise de conscience, la faiblesse en matière de préparation aux catastrophes, l'occupation des terres non planifiée, les pratiques agricoles inadaptées et une forte densité démographique. La densité démographique du Burundi, se classe en deuxième position au niveau africain en termes de croissance rapide après celle du Rwanda voisin, a expliqué l'expert avant de souligner que ce facteur influe beaucoup sur la dégradation des ressources naturelles. Comme stratégie nationale pour faire face aux dégâts causés par les changements climatiques, l'expert a recommandé aux autorités burundaises, de s'y adapter en faisant notamment la promotion de la diversification des activités génératrices de revenus. La mise en place des espèces et des variétés de semences résistantes au déficit hydrique et la promotion des pratiques agricoles visant la conservation des sols et de l'eau et l'expansion des prairies irriguées, "sont aussi d'autres critères porteurs d'un bon avenir pour le Burundi", a-t-il plaidé énergiquement.